

## Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 3 décembre 2012 à la Martinique sous la présidence de Mme Anne Le Lorier, premier sous-gouverneur de la Banque de France et en présence de M. Nicolas de Sèze, Directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM, examiné l'exécution du budget pour 2012 et adopté les prévisions budgétaires pour la période triennale 2013-2015. Le Comité économique consultatif (CEC), composé de représentants de chaque département et collectivité d'outre-mer, s'est également réuni, le 3 décembre 2012, sous la présidence de Mme Anne Le Lorier. Les débats du CEC ont été introduits par deux exposés. Le premier, sur la conjoncture économique et financière internationale a été présenté par Pierre Jaillet, conseiller du Gouverneur de la Banque de France. Deux points principaux sont à retenir : après le ralentissement observé en 2012, les indicateurs les plus récents, en particulier dans la zone euro, suggèrent un retournement progressif de l'activité économique mondiale dans la plupart des économies. Les perspectives de sortie de crise de la zone euro (en particulier, le projet de la mise en place de l'union bancaire), ont par ailleurs été évoquées. Le deuxième exposé, portait sur la conjoncture ultramarine. Celle-ci se caractérise par un ralentissement de l'activité économique depuis le début de 2012 et une progression du chômage, dans un contexte d'inflation maîtrisée. Le mardi 4 décembre 2012 une réunion économique s'est tenue rassemblant les membres du Conseil de surveillance et du CEC ainsi que des personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été principalement consacrée à l'analyse de la conjoncture économique et financière de la Martinique puis à la présentation d'une étude de l'IEDOM sur les entreprises des départements d'outre-mer entre 2002 et 2010, étude qui sera prochainement publiée.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Union européenne

#### 1 – BCE

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré « que conformément aux anticipations, le taux d'inflation a baissé récemment dans la zone euro et devrait descendre sous les 2 % en 2013. (...) Dans le courant de 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement. Le Conseil des gouverneurs continue de percevoir des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone euro. Ceux-ci sont essentiellement liés aux incertitudes quant à la résolution des problèmes de gouvernance et de la dette souveraine de la zone euro ». M. Draghi a souligné que « le Conseil des gouverneurs a décidé de poursuivre ses opérations de refinancement principales sous la forme d'appels d'offres à taux fixe avec allocation illimitée aussi longtemps que nécessaire ».

#### 2 – Union économique et monétaire

Le 28 novembre 2012, la Commission européenne a adopté un projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie, dans lequel elle expose sa vision d'une architecture solide et stable dans les domaines financier, budgétaire, économique et politique. Le document est disponible en téléchargement sur :

[http://ec.europa.eu/commission\\_2010-2014/president/news/archives/2012/11/20121128\\_2\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2012/11/20121128_2_fr.htm)

### Actualité législative

#### Publications au Journal Officiel

La loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, dite loi « contre la vie chère », a été publiée au JORF du 21 novembre 2012.

#### Projets et propositions de loi, proposition de résolution

**1 – Le projet de loi relatif à la création de la Banque publique d'investissement a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2012, ainsi que la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe.**

**2 - Le Sénat a adopté le 19 novembre 2012 deux propositions de résolution européennes relatives d'une part à la stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (RUP) à l'horizon 2020 et, d'autre part, la proposition de M. Georges Patient sur l'application de la législation européenne aux RUP dans deux domaines : les fonds structurels européens et l'avenir de l'octroi de mer après le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a confié au député Serge Letchimy une « mission consistant à proposer au Gouvernement des pistes concrètes qui permettraient d'utiliser au mieux les possibilités juridiques offertes par l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et d'améliorer la prise en compte des spécificités des régions ultrapériphériques dans les politiques communautaires ».**

**3 - Lors de la discussion du budget 2013 de la mission outre-mer, les députés ont maintenu inchangée la défiscalisation outre-mer (plafonnement à 18 000 euros +4 % du revenu imposable). Ils ont par ailleurs demandé un rapport au gouvernement avant le 1<sup>er</sup> mai 2013 sur l'opportunité de transformer tout ou partie de la dépense fiscale afférente à l'outre-mer en de nouvelles dotations budgétaires.**

### Conférences économiques et sociales des outre-mer

La restitution nationale des conférences économiques et sociales des outre-mer s'est déroulée le 10 décembre à Paris en présence du ministre des Outre-mer et du Premier ministre. Ce dernier a salué les travaux réalisés par les acteurs du monde économique et social d'Outre-mer. Il a souligné les priorités du Gouvernement en Outre-mer : lutter contre la pauvreté, lutter contre la vie chère, renforcer la compétitivité, répondre aux situations d'urgences de certaines TPE et PME.

### Publications

**1-** Le rapport 2011 de l'Observatoire de la microfinance est disponible sur :

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf)

**2 - Le premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure est disponible sur :**

[http://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf](http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf)

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Le climat des affaires reste en zone défavorable

L'indicateur du climat des affaires continue à se dégrader au troisième trimestre 2012 (-1,9 point), dans un contexte économique toujours incertain. L'ICA s'établit désormais à 16,4 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs réunionnais anticipent une activité encore moins favorable pour le quatrième trimestre.

La légère diminution des prix à la consommation n'arrive pas à dynamiser la dépense des ménages, qui poursuit la baisse amorcée au deuxième trimestre. L'investissement reste mal orienté, traduisant toujours le manque de confiance des entrepreneurs.

A l'exception du secteur du BTP qui montre des signes de stabilisation, l'ensemble des secteurs de l'enquête sont mal orientés.

La tendance conjoncturelle du troisième trimestre 2012 est disponible sur [le site de l'Iedom](#).

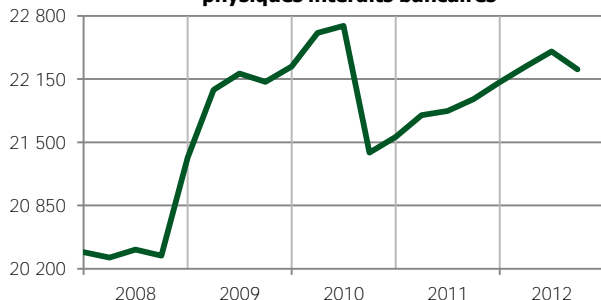
Indicateur du climat des affaires à La Réunion  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

## Légère baisse du nombre de personnes physiques interdit bancaire au 3<sup>e</sup> trimestre 2012

Evolution trimestrielle du nombre de personnes physiques interdits bancaires



Source : Iedom

Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire diminue de 0,8 % au troisième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent, après deux années de hausses consécutives. Suite à l'assouplissement des conditions de radiation du fichier central des chèques de la Banque de France, le nombre des interdits bancaires avait chuté au troisième trimestre 2010, pour progressivement retrouver les niveaux de 2009. Sur un an, la progression est de 1,4 %.

Parallèlement, le nombre de retraits de cartes bancaires pour usage abusif continue de croître (+0,7 % par rapport au deuxième trimestre 2012), tandis que le stock d'incidents sur paiement par chèque diminue de 1,1 %.

## BREVES ECONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	127,9	+ 0,4 %	+ 0,7 %
	IPC France entière	126,6	+ 0,2 %	+ 1,9 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	31 108	n.s.	n.s.
	En cumul (milliers d'euros)	240 161	-	+ 1,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	3 403	-	- 4,9 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	217	-	+ 2,7 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	129 440	+ 1,6 %	+ 7,6 %

### LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	189 536	+ 34,0 %	- 3,6 %
	Cumul 2012	1 727 766	-	- 3,9 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	58 400	- 10,8 %	- 4,6 %
	Cumul 2012	578 800	-	+ 0,9 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	1 540	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	17 689	-	+ 21,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	12,1	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	222,5	-	+ 3,5 %
	Effectifs salariés du BTP	17 145	+ 0,8 %	- 4,3 %

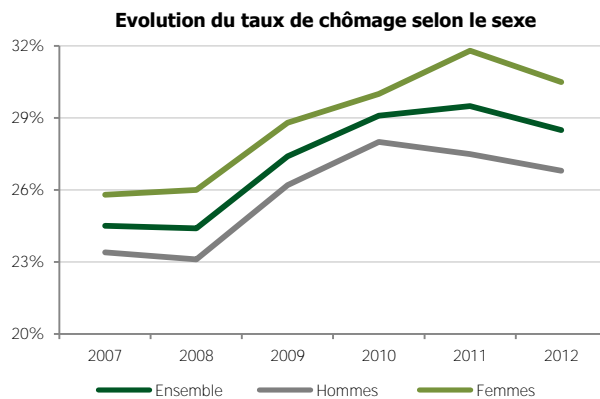
## Baisse du taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee, le taux de chômage à La Réunion s'établit à 28,5 % de la population active au deuxième trimestre 2012, en baisse de 0,9 point sur un an. Cette diminution touche davantage les femmes (- 1,3 point) que les hommes (- 0,4).

La hausse de 1,7 % du nombre d'actifs occupés a été favorisée par les contrats aidés : 5 600 entrées supplémentaires ont été enregistrées au premier semestre 2012, par rapport au premier semestre 2011.

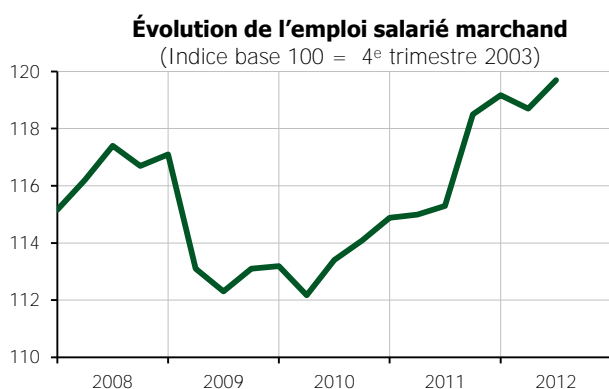
Cependant, le "halo" autour du chômage, c'est-à-dire la population inactive souhaitant travailler mais ne répondant pas strictement aux critères du bureau international du travail (BIT), s'est nettement accru (+ 37 %). Cet accroissement s'explique notamment par le découragement de certains chômeurs, en particulier ceux de longue durée, qui renoncent à rechercher activement un emploi face aux difficultés du marché du travail.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Source : Insee - enquête Emploi

## Hausse de l'emploi marchand au 2<sup>e</sup> trimestre 2012



Source : Bordereaux Urssaf - Traitement Insee Epure

Au deuxième trimestre 2012, l'emploi marchand à La Réunion progresse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est portée par le secteur des services, notamment par l'intérim. En effet, les embauches dans les activités de services administratifs et de soutien (+ 5,9 %), qui incluent l'intérim, expliquent cette embellie. La bonne tenue du secteur des transports et entreposage y contribue également.

Contrairement aux autres secteurs, la construction perd des emplois (- 1,6 %), principalement dans les travaux de constructions spécialisés. Ce recul fait suite à une forte hausse de l'emploi au premier trimestre.

Sur un an, l'emploi marchand augmente de 3,8 %, porté par les services et l'industrie.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

## 8<sup>e</sup> forum économique des îles de l'Océan Indien

La Réunion a accueilli le huitième Forum Economique des Iles de l'Océan Indien, qui s'est tenu du 27 novembre au 02 décembre 2012. Plus de 600 acteurs politiques et économiques des pays de la zone ont pris part à cette manifestation et quelque 350 rendez-vous d'affaires ont eu lieu au Parc des expositions et des congrès de Saint-Denis. Les travaux réalisés en ateliers ont aboutis à la définition de neuf résolutions traitant de l'accompagnement des porteurs de projets de coopération, du développement durable, du tourisme, etc.

## Une charte « Gerri-compatible » pour les entreprises

Afin de parvenir à l'autonomie émergente d'ici 2030 le groupement d'intérêt public (GIP) projets ayant des objectifs d'innovation locale en matière de développement durable. C'est dans ce cadre que le GIP a lancé une appellation - Gerri Compatible - permettant de mettre en avant les entreprises réunionnaises intervenant dans le développement et la maîtrise des énergies renouvelables. Pour être "labellisés", les produits ou projets finalisés devront se traduire par la réduction de la consommation d'énergies fossiles et de la production de CO<sub>2</sub>. Quatre projets ont déjà été agréés dans l'île.

La charte est disponible sur le [site du GIP-Gerri](#).

## Démarrage du chantier du Leclerc à Saint Leu

Le chantier du futur Leclerc et de sa galerie marchande sur le site du Portail à Saint Leu vient de débuter. Il se composera d'un centre commercial de 18 000 m<sup>2</sup> dont 8 000 m<sup>2</sup> de surface de vente, sur un terrain de cinq hectares. Une vingtaine de boutiques et un espace de restauration devraient voir le jour. Sur la toiture, il est prévu d'installer une centrale photovoltaïque d'une puissance de 1 MGW. A l'ensemble se grefferont 10 000 m<sup>2</sup> de locaux techniques et d'exploitation et 700 places de parking, pour un coût total estimé à 42 millions d'euros.

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2012)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1104%	0,1003%	0,0909%	0,0786%	0,1090%	0,1920%	0,3620%	0,5890%

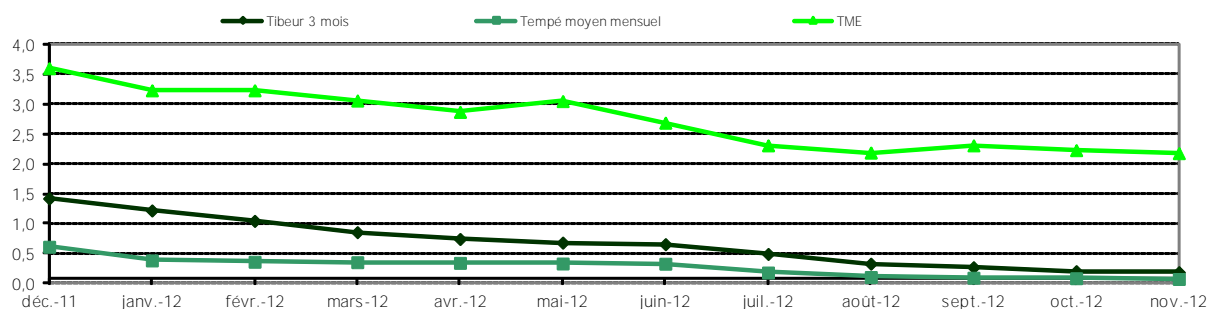
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,19%	2,31%	2,23%	2,18%	2,39%	2,51%	2,43%	2,38%

## Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €
Prêts à taux variable	5,64%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>
Prêts-relais	5,89%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%	Découverts en compte (1)
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%	Découverts en compte (1)

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

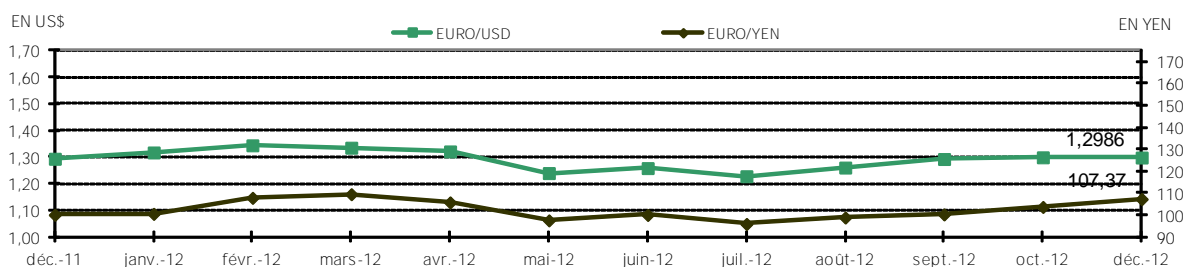
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2986	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,4717	EURO/SRD (Surinam)	4,28620
EURO/JPY (Japon)	107,3700	EURO/BWP (Botswana)	10,39090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,32500
EURO/CAD (Canada)	1,2904	EURO/SCR (Seychelles)	17,0115	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1166
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81080	EURO/MUR (Maurice)	40,1347	EURO/BBD (La Barbade)	2,59770
EURO/SGD (Singapour)	1,5859	EURO/BRL (Brésil)	2,7391	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,31000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0643	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,57820	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2965,2870	EURO/XCD (Dominique)	3,5069	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer le 12 décembre 2012 - Dépôt légal : décembre 2012 - ISSN 1240-3857